
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N^o. CXLVIII.

Du Mardi 2^{er}. Décembre 1789.

Séance de samedi soir.

MONSIEUR le vicomte de Noailles a demandé que le comité militaire fût entendu mardi à deux heures, ce qui a été accordé.

M. de Virieux a annoncé ensuite un très-grand nombre de dons patriotiques, parmi lesquels l'assemblée a distingué, par des applaudissemens, celui des citoyens de Genève, qui, comme ceux de Neuchâtel, font des sacrifices en faveur de la liberté française. Sans doute la France n'a pas besoin des secours des autres peuples; mais elle craindrait d'affliger par des refus les citoyens qui font des offres dont le principe est si louable.

C'est par le même motif que l'assemblée a vu avec satisfaction la contribution patriotique offerte par M. Edouard, anglais, pour les biens qu'il possède en France.

Dans le mois d'octobre dernier, un Français, habitant de Pétersbourg, avoit envoyé un don patriotique très-considérable à l'assemblée; un autre Français, né en Normandie, & qui habite Amsterdam, prie aussi l'assemblée d'accepter un don patriotique de 20,000 livres. L'assemblée, touchée de ces sentimens véritablement Français,

Tome IV.

E 9

a ordonné qu'il en seroit fait mention dans le procès-verbal,

L'ordre du travail a ramené l'affaire des impositions de Champagne. Nous avons rendu compte dans un précédent numéro, de la réclamation de cette province présentée par M. de Cernon, & du renvoi que l'assemblée en avoit fait au comité des finances. . .

M. Anson, rapporteur de ce comité, au lieu de s'occuper de la Champagne, a parlé long-temps des différens rôles d'impositions qui étoient en usage à Paris, pour les différentes classes des privilégiés. « L'affaire de Champagne ne peut avoir lieu, disoit-il, que quand vous aurez décrété que tous les habitans de Paris seront imposés dans les mêmes rôles sans distinction. Il faut anéantir la trace des privilèges, & les soumettre à l'unité des principes de l'assemblée nationale. »

M. Dubois de Crancei a voulu ramener M. Anson à l'ordre du jour, en lui disant qu'il s'agissoit de la Champagne & non de Paris.

M Anson a lu cependant un décret qui ne concernoit que Paris; mais M. Dubois de Crancei a pressé de nouveau le rapporteur de s'occuper de la Champagne.

Il paroissoit que M. Anson inclinôit fort, selon le vœu du comité, à ce que le décret pour les Parisiens précédât celui des Champenois; mais, enfin, M. Anson a été forcé de lire le décret suivant :

« L'assemblée nationale, considérant qu'il s'est élevé, dans quelque pays de taille personnelle, des difficultés pour l'exécution de son décret du 26 septembre dernier sur la confection des rôles de l'imposition ordinaire, à raison de la taxe personnelle, relatives aux revenus des propriétaires qui n'ont pas été encore imposés, qui n'exploitent pas par eux-mêmes, & ont un autre domicile que celui du lieu de leur propriété.

2. Considérant en outre qu'en 1790 les impositions or-

dinaires & celles des vingtièmes seront réunies en un seul impôt, dont le mode de répartition reposera sur des principes plus justes, & qu'il y auroit des inconvéniens à changer les rôles pour une seule année.

« Décrète que les propriétaires ci-devant privilégiés se sont imposés pour les six derniers mois de 1789, & pour l'année 1790, comme l'ont été pour l'année 1789 les propriétaires non privilégiés à raison de la taxe personnelle, relativement aux revenus de ces propriétaires qui n'exploitent pas par eux-mêmes, & qui ont un autre domicile que celui du lieu dans lequel est située cette propriété. »

M. de Cernon se plaignoit de ce que, par ce décret, il y auroit plus de deux millions de matière imposable qui échapperoit à l'impôt supporté par la Champagne. M. de Laudine, après avoir expliqué la différence qui se trouve entre la taille réelle & la taille personnelle, a discuté la question touchant l'imposition des privilégiés dans le lieu de leur domicile.

M. le Chapelier a attaqué la disposition du projet de décret, en ce qu'il donnoit au maire seul l'examen des plaintes à raison des taxes au-dessous de 25 livres.

M. d'Ambli, après avoir intéressé l'assemblée en faveur de plusieurs communautés grélées que le roi ne pouvoit soulager, a dit que le peuple devoit se ressentir du décret de 25 septembre dernier; que les ci-devant privilégiés ne devoient payer qu'à sa décharge; & il a demandé expressément que chaque contribuable payât l'impôt dans le lieu où ses propriétés sont situées, & non dans celui de son domicile.

Suivant M. l'abbé Gouttes, on devoit faire deux rôles; l'un pour les ci-devant privilégiés, & l'autre pour les non-privilégiés, & que les sommes comprises dans le premier rôle seroient portées en moins imposé sur le second.

M. Biozat s'est élevé avec force contre le plan de décret formé par le comité, qui proposoit d'imposer les proprié-

naires au lieu du domicile. Il a fait sentir que ce seroit écraser les provinces , que les peuples ne seroient pas soulagés , & qu'un pareil décret seroit exposé à l'inexécution.

Avant que la discussion ait été fermée , les trois évêchés & le Lyonnais , ont demandé que le décret pour la Champagne leur fût commun. Plusieurs membres ont réclamé pour qu'il devint général , & cette dernière opinion a été adoptée.

M. Emeri a proposé ensuite une motion à laquelle M. Prieur & autres membres ont proposé des amendemens ; mais la question préalable les a éloignés , & la motion de M. Emeri a été mise aux voix ; il en a résulté le décret suivant :

« L'assemblée nationale décrète que l'article 2 de son décret du 26 septembre dernier sera exécuté selon sa forme & teneur , & qu'en conséquence tous les ci-devant privilégiés seront imposés pour les six derniers mois de 1789 & 1790 à raison de leurs biens , non dans le lieu où ils ont leur domicile , mais dans celui où leurs biens sont situés , & sera le présent décret présenté incessamment à la sanction du roi , & envoyé aux municipalités & autres corps administratifs ».

L'affaire concernant le comité des colonies sera vraisemblablement le premier objet à discuter dans la séance de ce soir.

Séance d'hier.

Après la lecture des adresses & du procès-verbal de la séance de samedi , M. de la Jacqueminière & plusieurs autres membres ont demandé qu'il fût fait une addition au décret des impositions , & cette demande a été ajournée à la séance de ce soir.

La communauté de Gosselin en Bretagne a prouvé que le patriotisme peut produire de plus grands sacrifices que

ceux de la contribution patriotique. Elle a prié l'assemblée de recevoir un don de 4125 livres au de là du quart des revenus.

D'après la marche de l'esprit humain & les progrès irrésistibles de la liberté, on devoit bien prévoir que les différens pays soumis à la domination française, ressentiroient tôt ou tard l'influence des principes qui la régénèrent : ainsi l'on sent de proche en proche les secousses d'un tremblement de terre ; la France, devenue libre, avoit vu tous ses habitans armés presque en même temps pour la défense de leur nouvelle conquête. Une armée nationale étoit sortie tout-à-coup de son sein pour effrayer à jamais le despotisme & les aristocraties. Le même événement vient de se reproduire dans l'île de Corse. Il est triste que des malheurs aient précédé les premiers efforts de ces braves insulaires qui ont tant de fois combattu pour la liberté.

M. de Volney, un des secrétaires, a fait lecture d'une lettre écrite par les membres de la commune de Bastia, dans l'île de Corse, par laquelle ils exposent à leurs députés, les événemens survenus dans l'île, & l'adhésion du peuple Corse à la Constitution française ; la voici :

» MESSIEURS,

» L'orage vient enfin d'éclater ; voici le récit très-précis du fait tragique arrivé entre les bourgeois de Bastia & le régiment du Maine.

» Le 5 du courant, après en avoir amplement prévenu M. le vicomte de Bastin, commandant de Corse, toute la ville s'est assemblée dans l'église paroissiale de Saint-Jean, afin de procéder à l'enrégistrement de la garde nationale. Le commandant lui-même a bien voulu venir parmi les citoyens dans l'église. Dans le temps que les bourgeois étoient paisiblement entrés dans la salle, on entend battre la générale, & aussi-tôt on vient nous avertir que M. de

E 62

Rouilles, colonel du régiment du Maine, à la tête de sa compagnie de grenadiers, marchoit à droite; & M. de Tiffonet, capitaine, à la tête des chasseurs, à gauche, pour s'emparer de notre salle, & pour nous en chasser. Vingt-cinq à trente de nos braves bourgeois, avec quelques fusils, se sont présentés pour nous défendre; mais à peine les chasseurs, commandés par le sieur de Tiffonet, les ont-ils aperçus, qu'ils ont fait feu sur eux. Nos citoyens, en défendant leur vie, lâchèrent à leur tour des coups sur la troupe, & par ce moyen, les obligèrent à retrograder.

« Il y a eu du sang répandu; savoir, deux soldats tués; deux blessés, & M. de Tiffonet, ci-présent, est lui-même blessé; parmi les citoyens, il n'y a eu de tués que deux petits enfans qui ont été massacrés dans les rues à coup de baïonnettes. Cette action barbare, de la part des soldats, a tellement révolté le peuple, qu'elle l'a porté à s'emparer de la citadelle, des magasins à poudre, des armes & de tous les forts de la ville, sans que cependant (graces à Dieu) il s'en soit suivi d'autres accidens funestes.

» Après quoi la garde nationale a été enregistrée, & tout le peuple a prêté un nouveau serment de fidélité à la loi, au roi, & à l'assemblée nationale, dans les mains de la municipalité. *Le procès-verbal contenant tous les faits va vous arriver par le premier courrier.* Mais nous avons cru qu'il n'y avoit pas un instant à perdre pour vous prévenir que dans toute l'isle il y a une fermentation terrible, dont la cause est l'incertitude dans laquelle nous nous trouvons sur notre sort. L'on nous dit, tantôt que l'on veut nous garder sous le régime militaire actuel; tantôt que l'on va nous céder à la république de Gènes, & notre inquiétude est d'autant plus fondée, que jusqu'à présent, de tous les décrets de l'assemblée, il n'y a eu d'enregistré & publié que la loi martiale.

» Vous êtes, messieurs, chargés par nos cahiers de de-

mander que l'île de Corse soit déclarée partie intégrante de la monarchie , & nous ne pouvons vous cacher que nous sommes très-étonnés de voir que vous ne présentiez jamais cette demande à l'assemblée nationale.

» Vous avez beau nous dire que votre admission , comme députés , nous déclare par le fait province de France , cela ne suffit pas. Le ministère nous a conquis par la force , & d'après un traité passé avec la république de Gènes , qui n'avoit nullement le droit de nous céder. Pour notre sûreté & pour que nous soyons Français à jamais , ce qui est notre unique vœu , il nous faut un décret de la nation sur une demande faite par vous , messieurs , qui êtes nos représentans librement & légalement élus.

» Nous attendons votre réponse avec le plus grand empressement , & soyez sûrs qu'elle décidera de la tranquillité du pays.

» A présent tout va bien , la milice nationale monte la garde à la porte du général , au port , à la citadelle , & par-tout où il y a besoin de sentinelles. Veuillez bien , en attendant le procès-verbal , représenter à l'auguste assemblée nationale que nous ayons pris les armes pour faire exécuter ses décrets , & que nous ne les quitterons point qu'ils n'aient été exécutés. Signés *Galeazini* , *Guasco* , *Morati* , membres de la commune de Bastia. »

A la lecture de cette lettre , tous les cœurs ont été saisis d'indignation , en apprenant que deux enfans avoient été massacrés par une soldatesque effrénée , & que des citoyens paisibles avoient été investis dans le temple de la religion , parce qu'ils s'occupoient de leur liberté.

M. Salicetti , député de l'île , a proposé , d'après le vœu de ses commetians , que la Corse fût déclarée partie intégrante de l'empire François , & que ses habitans fussent régis par la même constitution que la France.

M. d'Estournel a demandé qu'il fût , de plus fort , ordonné que tous les décrets de l'assemblée fussent envoyés

exactement dans toutes les provinces ; un autre a proposé d'ajouter au décret, que c'étoit sur la demande & le consentement libre de l'île de Corse.

On a demandé ensuite que le pouvoir exécutif fût chargé d'envoyer tous les décrets dans l'île de Corse ; ces mots, *fût chargé*, ont causé quelques débats ; suivant M. Target, il falloit dire ; *fût requis* ; suivant M. Brunet de la Tuque, *que le roi fût supplié* ; cette dernière forme a prévalu, non comme étant dans l'idiôme de la liberté, mais parce que c'est honorer la nation, que de rendre des hommages à son chef.

On est allé aux voix, & l'assemblée a décrété ce qui suit :

« L'île de Corse est déclarée partie de l'empire français ; ses habitans seront régis par la même constitution que les autres Français ; & que, dès ce moment, le roi est supplié d'envoyer tous les décrets de l'assemblée nationale à l'île de Corse ».

M. de Silleri a dit que nous n'avions que trop d'exemples des démembremens de la monarchie ; que la Louisiane, un des plus beaux établissemens, avoit été cédée aux Espagnols sans le consentement de la nation ; qu'ainsi il falloit décréter que, dans aucun cas, le pouvoir exécutif ne pourra concéder aucun pays sans ce consentement exprès.

On a demandé l'ajournement de cette motion.

M. de Mirabeau en a fait une autre qui a eu plus de succès. Il a proposé de décréter que les Corfes qui, après avoir combattu pour la défense de la liberté, se sont expatriés par l'effet & les suites de la conquête de leur île, & qui cependant ne sont accusés d'aucuns délits légaux, aient, dès ce moment, la faculté de rentrer dans leur pays, pour y exercer tous les droits de citoyens français, & que le roi soit supplié de donner tous les ordres nécessaires pour cet objet.

Voilà une motion digne d'être transformée en loi par un peuple qui veut être libre ; aussi a-t-elle d'abord pro-

eut dans l'assemblée un enthousiasme général, mais bientôt après M. Destourmel & M. de Montlausier en ont demandé l'ajournement.

M. le prince de Poix pensoit qu'on devoit consulter sur ce point le pouvoir exécutif, comme si les régénérateurs de la liberté pouvoient méconnoître les droits de ceux qui l'avoient si courageusement défendue. Mais M. Mongin de Roquefort a insisté pour le succès de la motion de M. de Mirabeau, qui s'est écrié : « Je ne conçois pas comment la liberté, quand elle est innocente, n'obtient pas subitement votre protection ».

M. Gautier de Biozat a demandé la suppression des mots *délits légaux*, comme étant une expression obscure & incohérente.

M. de Mirabeau a voulu la défendre, en disant qu'il y avoit des délits artificiels, des délits arbitraires & des délits légaux; que tout le monde devoit en sentir la différence.

» Mais si vous êtes obligé d'en donner l'explication, a répondu le vicomte son frère, elle est donc obscure ».

M. Salicetti a fait diversion à ce combat grammatical; en disant que la motion de M. de Mirabeau étoit un article exprès du cahier de l'île de Corse.

» J'assure l'assemblée, a-t-il dit, qu'il n'y a aucun danger à rappeler les fugitifs; que l'insurrection n'est point à craindre; je m'offre pour otage; d'ailleurs ils ne sont notés d'aucun crime, comment vous refuseriez-vous à augmenter le nombre de nos frères & des François? ».

M. de Montlausier a insisté de plus fort pour que la question fût ajournée.

« Il faut se hâter, au contraire, de décréter une motion aussi honorable, a dit M. Barrère de Vicuzac; il faut que *Paoli* lui-même apprenne à devenir François; un tel défenseur de la liberté de son pays est digne d'une nation qui a secoué si courageusement ses fers.

« J'avoue, a dit encore M. de Mirabeau, que les premiers

pas de ma jeunesse ont été souillés par une participation à la conquête de la Corse; mais je demande si votre intérêt seroit, & si la clémence du roi pourroit permettre qu'un pareil délit fût imputé aux malheureux Corfes d'alors.

» Il ne faut pas tant de philosophie & d'éloquence dans les décrets de l'assemblée, a dit M. Andrieux ».

C'est donc ainsi que l'on cherchoit à verser le ridicule sur un décret que la justice & l'humanité réclamoient depuis long-temps, & qui devoit honorer les premiers momens de la liberté françoise; aussi M. de Mirabeau s'est-il écrit avec une sorte d'impatience: « je n'aurois pas cru que le mot de *liberté* eût produit ici l'effet de l'eau sur des *hydrophogues*.

Le tumulte a précédé quelque temps la délibération. Autant il tardoit à une partie de l'assemblée de consacrer solennellement le retour des Corfes fugitifs, autant l'autre partie s'efforçoit d'y apporter des obstacles. On a fait une première épreuve qui a été douteuse. Le tumulte a recommencé. M. Dupont de Bigorre a demandé que certains membres fussent nommés dans le procès-verbal comme perturbateurs des délibérations de l'assemblée. On a fait une seconde épreuve sur l'ajournement qui a été rejeté.

M. de Bouffmart a demandé alors la suppression de ces mots, *qui après avoir combattu pour la défense de la liberté*, comme injurieux à la mémoire du feu roi.

Mais si les Corfes ont été conquis, pourquoi ne pas convenir qu'on avoit attaqué leur liberté?

N'est-il pas plus beau de voir la France publier aux yeux de l'Europe d'aussi grandes vérités? Le roi Jean disoit que si la vérité étoit perdue, on devroit la retrouver dans la bouche des rois; à plus forte raison doit-on la retrouver dans les décrets des assemblées nationales.

On est allé aux voix sur l'amendement de M. de Bouffmart, qui a été rejeté.

M. Lavie a demandé que les Corfes qui rentroient

Dans l'ile fussent tenus de prêter serment de fidélité. Leur retour seul, a dit M. Salicetti, prouvera leur fidélité, & le nom de Français que vous leur avez donné, suffira pour l'assurer.

Enfin, on est allé aux voix sur la motion de M. de Mirabeau, qui a été adoptée en substituant aux mots *délits légaux* : ceux-ci, *délits déterminés par la loi*.

M. le président a dit que le roi avoit donné sa sanction au décret qui dispensoit les officiers du parlement de Metz de comparoître devant l'assemblée nationale. M. de Crancei a lu un mémoire de M. le garde-des-sceaux, par lequel il annonce que le roi a donné les ordres les plus précis à tous les agens de son pouvoir pour l'exécution des décrets, pour rétablir l'ordre troublé dans plusieurs provinces, dans le Cambresis & dans le diocèse de Treguier; que le roi avoit sanctionné quatre autres décrets : le premier, pour la saisie des grains confisqués; le second, concernant la disposition des bénéfices, à l'exception de ceux qui dépendent du patronage laïque & des cures; le troisième, sur la sauve-garde des biens ecclésiastiques; le quatrième, pour la conservation des bibliothèques & archives des établissemens ecclésiastiques.

M. le garde-des-sceaux a envoyé en même temps la note des enregistrements du décret concernant les vacances des cours. Il en résultoit que l'enregistrement a été fait purement & simplement par les parlemens d'Aix, Bordeaux, Besançon, Douai, Grenoble, Metz, Nancy, Paris, Rouen, Toulouse & les conseils souverains de Colmar & de Perpignan. M. le garde-des-sceaux a informé l'assemblée que la chambre des vacations de Pau a procédé le 19 à l'enregistrement du décret des vacances, & de ceux du prêt à intérêt, des vœux religieux & de la procédure criminelle.

Point de nouvelles du parlement de Dijon; (il n'est rentré que le 26).

Quant à Rennes, le ministre observe qu'il y a eu des lettres de jussion envoyées au parlement.

M. Dubois de Crancei, député du bailliage de Vitry-le-François, a dit qu'il venoit de recevoir un mémoire très-pressé de la municipalité & du comité permanent de la ville de Rhetel, qui démontre que, malgré les promesses répétées des agens du pouvoir exécutif d'établir un cordon de troupes sur les frontières, ce cordon n'existe pas dans les endroits les plus exposés à la sortie des grains; qu'il existe des marchés très-importans dans des villages partie François & partie Impériaux; que l'exportation se fait avec une effrayante activité; que tout le pays est déjà dévasté, & que la Champagne n'aura bientôt pour exister, d'autre ressource que de refluer sur l'isle de France & sur la Brie. « Je demande que le comité des recherches soit tenu de prendre ce mémoire en considération, & d'en faire demain le rapport à l'assemblée, ainsi que des nouvelles mesures qu'il aura concertées avec le ministre. »

Cette affaire a été renvoyée au comité.

Il paroît, malgré la lettre de M. de Bouillé, commandant de Metz, envoyée à l'assemblée ces jours derniers par M. Necker, que l'exportation se continue malgré le cordon de troupes destiné à la surveiller.

On a lu une lettre du grand-maître de Malthe, qui se plaint du décret qui abolit les dîmes. Nous rendrons compte demain de sa réclamation, ainsi que des treize articles sur les fonctions des municipalités, qui ont été décrétés à cette séance. Comme ils forment un ensemble avec les articles qui seront décrétés aujourd'hui, nous les réunirons dans le premier numéro.

N, B, MM, les Souscripteurs, dont l'abonnement finit au cent-cinquantième numéro, sont priés de renouveler, afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros, & de rapporter le numéro de leur souscription; qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.